

Entrevue
exclusive

Fati Chérif fait son plaidoyer aux jeunes

Page 9



Vers la mise en place du COCAN 2023

Le banquier, chroniqueur
du journal *La Lance*
et consultant sportif
Thierno Saidou Diakité fait
le point des prépas.

Pages 11



Cérémonie
d'ouverture des JO

Rio chante l'Afrique en malinké

La plus célèbre des
guinéens vivant au Brésil
Fanta Konaté a fait vibrer
le monde au rythme de
chez nous.

Page 10



le populaire

le journal qui vous ressemble

Hebdomadaire guinéen d'information générale • N°521 • LUNDI 8 AOÛT 2016 • 3000 FG • Fondateur Diallo A. Abdoulaye Tél: (00224) 655 404 294

Procès d'Ousmane Gaoual dit "Bonoorou Gawal" Une instrumentalisation politique de la justice

Le report du procès de Bonoorou Gawal au 10 août vise à placer l'opposition dans un dilemme. Soit elle maintient sa marche sur l'autoroute ce jour-là, alors ses leaders ne pourront pas accompagner le prévenu au tribunal et il ne pourra pas haranguer la foule sur la terrasse du stade du 28-Septembre et enflammer davantage les esprits contre le pouvoir et ses faucons, sulfureux comme il est.

Alpha Condé a encore dribblé Cellou Dalein Diallo

Tous les gardes de l'Ufdg n'ont pas été libérés

Page 4



An 56 de l'indépendance
de la Côte d'Ivoire

L'ambassadeur Diarrassouba officie la fête à Conakry

Page 4

LIBRE TRIBUNE /



Immunité et flagrante,
procureur zélé qui retrouve
l'ouïe, affidés sans honte,
quid de l'Ufdg et la suite de
l'affaire Ousmane Gaoual

Gandhi Barry décrypte toute l'actu

Pages 2 & 3



JUSTICE
Mohamed Camara
menacé

Drôle de coïncidence ou manœuvres dissuasives ?

Page 4

Confidences PUBLIQUES



Des charrettes pour assurer la traversée au grand marché de Madina

La mauvaise politique d'urbanisation de la ville de Conakry n'est pas sans conséquences, notamment en période hivernale de chaque année. Puisqu'avec des constructions anarchiques le long des mers d'un côté et la question sans réponse d'une meilleure gestion des ordures ménagères de l'autre, les populations de Conakry sont confrontées à d'énormes difficultés, dont l'écroulement des maisons sur des personnes et leurs biens comme cela a été le cas le mercredi 13 juillet dernier à Enta où 4 adolescents ont perdu leurs vies, avec d'importants dégâts matériels. L'autre défi non moins important, c'est l'inondation des artères publiques et d'autres lieux de densité humaine sérieuse. C'est le cas du grand marché de Madina ce jeudi 4 août où les commerçants sont sommés d'emprunter des charrettes pour rallier leurs boutiques et magasins respectifs, à défaut de "nager" dans des eaux de ruissellement stagnées sur la voie qui relie l'autoroute Fidel Castro à la route Le Niger, transformée en une véritable mare.

Les prestataires leur demandent de déboursier des montants oscillant entre 1000 et 2000 FG suivant les clauses du service rendu. Une situation à laquelle est obligé de se soumettre le boutiquier Alpha Oumar Diallo pressé de voir si l'eau ne s'est pas infiltrée dans sa boutique située à quelques encablures de là.

Libre Tribune/ Le décryptage de Gandhi Barry Courtes réflexions sur des sujets d'actualité

Un procureur dur de la feuille 1»

Il y a peu Nantou Chérif (Coordinatrice Nationale du RPG et députée), Bantama Sow (Ministre conseiller à la Présidence de la république), Malick Sankhon (Directeur de la CNSS) et Hady Barry (membre de la Direction Nationale du RPG) ont été impliqués dans un vaste programme d'organisation de contre-manifestations et la planification d'expéditions punitives contre les manifestants de l'opposition, avec des expressions telles que :

- « tous ceux qui manifesteront nous trouveront sur leur chemin...
- il nous a été dit que Cellou Dalein a envoyé beaucoup de lance-pierres et qu'ils ont fait des bois avec clous, donc il doit comprendre que le RPG a plus de 25 ans d'expérience. S'ils recrutent 1 500 jeunes, qu'ils sachent que le RPG est un vieux parti qui a été officiellement agréé depuis 1992. S'ils mobilisent 1 000 personnes, nous allons mobiliser 10 000 personnes ».

Réaction du procureur, qui peut se saisir d'office - autrement dit, qui peut poursuivre sans plainte de qui que ce soit - : RIEN du tout. Ces 4 individus soutenus par Alpha Condé, par le Ministre de la Justice (étrangement resté coi) et par le RPG, ont crié publiquement leur détermination à punir tout manifestant de l'opposition, soit la préméditation d'une violence éventuellement meurtrière – eu égard au passé. Or la volonté de ces individus d'empêcher la manifestation, voire de blesser, et même tuer... d'autres Guinéens est insensée, mais surtout délictuelle, voire criminelle. Une contre-manifestation est en effet une rencontre organisée contre la manifestation, or elle est illégale si elle se déroule à la même heure et au même endroit que la manifestation principale, car elle suppose qu'on veut l'empêcher physiquement. Or l'article 10 de la Constitution permet la manifestation, dont le gouvernement ne peut préjuger le déroulement violent, sauf à l'organiser lui-même volontairement par des éléments infiltrés, ce en quoi il est spécialiste !!!

Un procureur zélé qui retrouve l'ouïe

Selon certains sites guinéens, le Procureur se serait autosaisi, un comble eu égard à mes remarques précédentes, pour outrage au chef de l'État. En effet, ce délit serait constitué parce qu'Ousmane Gaoual



Diallo aurait rappelé à Alpha Condé son devoir de protéger les citoyens ainsi que leurs biens. « J'ai entendu le président Alpha Condé dire que l'opposition fait sortir les enfants pour qu'ils soient tués... Un chef d'État n'a pas le droit de dit cela... Il n'a pas pour mission de tuer les Guinéens. Son devoir, c'est de nous protéger, protéger nos biens et créer l'harmonie entre nous. Mais, en déclarant que les gens qui manifestent, manifestent pour être tués, Alpha dit à la face du monde qu'il est l'ordonnateur des assassinats qui se passent dans notre pays », aurait-il dit.

Il est clair qu'Alpha Condé est un criminel et que sa responsabilité est engagée, non pas en tant que chef d'État, car plus délicate à mettre en œuvre lorsqu'il s'agit de prouver un lien direct avec les meurtres et assassinats de manifestants (près de 70 depuis qu'il est à la tête du pays), mais en tant que Ministre de la Défense, donc hiérarchiquement responsable des gendarmes, ceux qui tuent les manifestants.

En outre, l'absence d'enquêtes lors de ces crimes constitue un élément à charge supplémentaire. Disons que pour le moment, Alpha Condé est protégé par une immunité, d'autant que ses complices directs, ne sont pas encore en mesure de se retourner contre lui.

Des affidés sans honte

Le plus incroyable – on marche sur la tête - est que ce sont les « délinquants » du RPG cités plus haut, qui se sont associés à ce dossier pour porter plainte au TPI de Dixinn, sans aucune gêne, pour la réponse d'Ousmane Gaoual Diallo à leurs propos inadmissibles. Il est vrai que la réponse du député est tout aussi scandaleuse, même si le contenu est de plus en plus partagé par une frange elle aussi de plus en plus

importante de Guinéens – évitons l'hypocrisie. Même s'ils répondent aux agressions verbales des 4 dirigeants du RPG, ces propos peuvent et doivent être sanctionnés – au moins pour le principe -, car de tels propos exprimés publiquement par des hommes politiques sont indignes. Par ailleurs, il est inutile de se mettre au niveau de tels individus malfaisants, qui n'ont aucune utilité et dont c'est l'unique vocation. Enfin la responsabilité pénale est individuelle et ne concerne donc pas les familles respectives de ces individus.

En réaction à ce double scandale (des déclarations incendiaires de RPGistes et l'absence de réaction du Procureur, voire du Ministre de la Justice), il faut aussi que l'UFDG porte plainte pour les mêmes motifs que ceux reprochés à Ousmane Gaoual Diallo, à savoir :

- menaces de mort sur les manifestants,
- diffamation du chef de l'opposition,
- manœuvres (organisation de contre-manifestations) et actes de nature à compromettre la sécurité publique ou à occasionner des troubles politiques graves ou à jeter le discrédit sur les institutions constitutionnelles ou leur fonctionnement.

Pourquoi plusieurs affaires ? Il y a un dossier pour outrage au chef de l'État et un dossier concernant les dirigeants du RPG. Cela permet de multiplier les actes de procédure, d'augmenter les délais de garde à vue (car ils sont renouvelables), de sorte que l'humiliation et/ou l'intimidation du député est de mise. Parce que franchement, quel est l'intérêt de garder quelqu'un en garde à vue dans une affaire aussi limpide ?

À propos d'immunité et de flagrance

Je n'insisterai pas sur ces notions, je l'ai déjà fait il y a un an à propos de la première affaire d'Ousmane Gaoual Diallo, mais je tiens à corriger certaines déclarations un peu trop rapides, ou erronées surtout lorsqu'elles viennent de juristes censés former nos futurs hauts fonctionnaires !!! On peut discuter de la réalité du délit d'outrage (voir ci-dessus), en revanche la flagrance est réelle, et un à 2 jours constituent un délai raisonnable, d'autant qu'en Guinée, ce délai peut durer 10

jours voire davantage dans certaines conditions. En France le délai de flagrance peut-être prolongé à 8 jours, voire de façon tout à fait exceptionnelle à 15. De même si l'immunité parlementaire est un principe constitutionnel, elle ne s'exerce pas dans tous les cas, et notamment en cas de flagrance. Un flagrant délit permet en effet de poursuivre un député comme un justiciable « normal », sans l'intervention du Bureau de l'Assemblée Nationale.

Quel est le problème, alors ?

Comment comprendre que des hauts cadres du RPG se livrent en toute impunité à des menaces, à des accusations graves et diffamatoires contre le Président de l'UFDG, allant jusqu'à lui attribuer l'intention de préparer un coup d'État militaire ? Comment interpréter l'indifférence des autorités administratives et judiciaires face à la décision assumée par le RPG, de recruter et d'entretenir des milices privées et des jeunes contre-manifestants en vue de s'opposer par la force aux marches pacifiques de l'opposition ? Comment interpréter cette justice à 2 vitesses, qui signifie que pour un même fait, les résultats soient différents, bref une impunité totale. Tout le monde se rappelle que lorsqu'Alpha Condé s'en était pris à l'ethnie malinkée en Mai 2016, Ousmane Kaba avait indiqué que « Alpha Condé a bu de l'alcool... Un buveur dit toujours ce qui est dans son cœur ». Le procureur n'a pas considéré qu'il s'agissait d'outrage au chef de l'État.

De même Alpha Condé prononce souvent des propos aussi graves au siège du RPG, comme l'a fait Ousmane Gaoual Diallo à l'UFDG. Donc n'étant dans aucune fonction officielle de chef d'État, Alpha Condé s'exprime en tant que président du RPG (ce qui est anticonstitutionnel en vertu de l'article 38 de la Constitution), mais manifestement cela ne dérange aucun procureur. Comme le rappelle Benn Pépito, dans sa dernière production, Bantama Sow est l'auteur de la menace suivante faite devant ses partisans : « Mr le PM, nous sollicitons auprès de vous de dire au président de la république de faire respecter la loi dans toute sa rigueur. Il y a des partis loubards dirigés par des leaders loubards. Ils pillent, ils cassent, ils brûlent,

Suite à la page 3

le populaire

Immeuble Baldé Zaïre, Manquepas, Kaloum, Conakry Récépissé N°797/PR/TPI/C Modifié par le N°65/PR/TPI/C du 18/01/02

EDITEUR, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION & DE LA RÉDACTION

Diallo Alpha Abdoulaye
+224 655 404 294 / 622 971 896
lepopulaireconakry@gmail.com

CONSEILLER

Alain Rivière

E-MARKETING

Ahmed Tidiane Diallo
tidiani83@gmail.com

PUBLICITÉ

sandrine.lepopulaireconakry@gmail.com

REDACTEUR EN CHEF

Mady Bangoura
+224 664 294 851
bangouramady@gmail.com

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Abdoul Malick Diallo
+224 666 195 620
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE ADJOINTE

Aissatou Diallo
+224 664 888 237
secretariat.lepopulaireconakry@gmail.com

CHRONIQUEURS

Lamarana Diallo
lmrdiallofb7@gmail.com

Marie Paule Huet
mariepaulehuet@gmail.com

Philan Traoré
bmphilantraore@gmail.com

IMPRESSION

Imprimerie du Centre
+224 664 290 063
imprimerieducentre@gmail.com

Suite de la page 2

ils brisent. Les forces de sécurité n'en sont pour rien... Désormais», poursuit-il, «jeunes de l'arc-en-ciel, si un jeune loubard dirigé par un parti loubard s'attaque à nous, nous allons le poursuivre jusque chez lui. « Ils doivent savoir que la récréation est terminée. Désormais, c'est dent pour dent et œil pour œil ». ???

Quid de l'UFDG ?

Par ailleurs, il va falloir que l'UFDG imagine d'autres réactions plus efficaces que ses déclarations stériles, voire des manifestations tuées dans l'œuf. Dans sa déclaration de réaction à la garde à vue de son député, l'UFDG se plaint que les auteurs et commanditaires des crimes et délits commis à Banankoro et plus récemment à Mali se promènent librement alors que les responsables de l'UFDG de Koundara sont arbitrairement détenus et sans jugement depuis bientôt un an. C'est entièrement vrai, mais à part prendre en charge les familles – ce qui est un

minimum – qu'a fait l'UFDG sur le plan judiciaire ? Absolument rien. Et après 6 ans de régime d'Alpha Condé, elle espère encore que celui-ci va évoluer favorablement, alors que justement son régime va se crispier de plus en plus. Quant aux manifestations, que se passera-t-il si comme les dernières l'ont montré, les leaders sont confinés à leur domicile ?

On espère que l'affaire d'Ousmane Gaoual Diallo va montrer à certains leaders, qu'ils ne sont pas à l'abri de violations de leurs droits dans la démocratie d'Alpha Condé, et que cet épisode leur servira de leçon...

Et la suite ?

Concernant l'affaire Ousmane Gaoual Diallo proprement dite, il y a plusieurs solutions possibles, de la plus dure (une peine de prison ferme possible mais risquée à l'orée de la manifestation du 10 août), à la plus souple (une nouvelle sanction avec sursis, avec mise à l'épreuve cette fois). Je ne rentre pas dans le détail pour le moment, car de nombreuses

conditions entrent en ligne de compte et des vices de procédure sont susceptibles d'exister, qui pourraient remettre en question le jugement.

Il est certains toutefois que si l'opposition ne réagit pas avec les outils qui conviennent, la société civile au sens large (pas celle de Guinée) devra prendre ses responsabilités pour faire ce que cette opposition s'évertue à ne pas faire... avec constance.

Une sanction contre le député est normale, mais elle doit être de principe, car elle ne paraîtra admissible aux yeux de TOUS les Guinéens, que pour autant que l'équité soit observée, ce qui est loin d'être le cas. Et dès lors que la violence des propos récents a pour conséquence une radicalisation des positions des uns et des autres, il faut être prudent. Personne n'a intérêt à ce que la situation s'envenime (notamment le gouvernement), d'autant que l'économie va de plus en plus mal – contrairement aux déclarations fantaisistes du gouvernement. Or on sait qu'en Guinée les populations se moquent des droits de l'homme, des libertés publiques et de

démocratie... qui n'intéressent que les intellectuels, mais en revanche des difficultés économiques conjuguées à un blocage politique peuvent susciter des réactions incontrôlables. La bouteille d'eau se remplit progressivement, donc attention à la goutte qui ferait déborder le vase, attention à l'étincelle que pourrait constituer l'accumulation sans fin d'injustices... flagrantes. Donc le VRAI procureur serait avisé de constater qu'il y en a marre et que trop c'est trop...

Gandhi, citoyen guinéen

« Dans tout État libre, chaque citoyen est une sentinelle de la liberté qui doit crier, au moindre bruit, à la moindre apparence du danger qui la menace ». (Robespierre, Discours sur la liberté de la presse, Mai 1791)

1 Se dit d'une personne qui a du mal à entendre.

2 Et notamment Abdoul Kabélé Camara, Mouramani Cissé, Mamadouba Toto Camara et Mohamed Diané.

«L'acte du député Gaoual, une honte pour l'UFDG» (COPAM)

Réunis par plusieurs dizaines, les formations politiques membres de la Coordination des partis alliés de la mouvance (Copam) ont rendu publique une déclaration dans l'après-midi du mardi 2 août à Conakry. Une sortie médiatique consécutive à la récente «bavure verbale» du député Ousmane Gaoual Diallo survenue samedi 30 juillet au siège du principal parti d'opposition, ainsi que la décision de reporter la marche initialement prévue le 4 août, en attendant le retour d'Alpha Condé.

Dans cette déclaration dont Le Populaire s'est procuré copie, la COPAM dit «constater, non sans regret, l'escalade grandissante de déclarations de certains membres de l'opposition républicaine incitant à la haine et à la guerre civile». «Il est surprenant que ces déclarations proviennent d'un élu du peuple siégeant à l'Assemblée nationale. Cet acte irresponsable est une honte pour sa famille politique qui dit aspirer à la magistrature suprême de notre pays», lit-on entre autres lignes.



Bouna Keita, leader du RGP et coordinateur de la COPAM.

Se fondant sur l'article 10 de la Constitution et en véritable défenseur des vertus démocratiques, la Copam rappelle que tout parti politique peut organiser des manifestations pour exprimer ses opinions sur la vie de la nation. «Toutefois, fait-elle remarquer, ces manifestations ne doivent pas porter atteinte à l'ordre public en incitant à la violence». De l'avis des signataires, «il est du devoir de tous les responsables du pays d'œuvrer à la sauvegarde de la paix et de l'unité nationale».

A cet effet, ils lancent un appel solennel à l'opposition républi-

caine de rejoindre la table de négociation dans un esprit démocratique, avant de prendre à témoin la communauté nationale et internationale sur les dérives qui pourraient résulter de la démarche projetée par l'opposition républicaine.

Et pour finir, la Copam cordonnée par Elhadj Bouna Keita «réitéré son soutien aux actions du président Alpha Condé visant, dit-elle, à faire de la Guinée un pays émergent». En conférence de presse vendredi 5 août, le Secrétaire général et porte-parole de la COPAM, Dr Saliou Bella Diallo

a marqué son opposition à toutes formes de violences pouvant entraîner la déstabilisation du pays. «La Copam s'oppose à la violence. Puisque même l'opposition, au cours du 2e dialogue en 2013, a publiquement reconnu que la violence ne règle aucun problème», a-t-il fait remarquer. Réagissant aux accusations selon lesquelles c'est la mouvance qui entretient le dialogue de sourds quant à la prise en compte des conclusions des différents dialogues tenus jusque-là, Dr Diallo a balayé celles-ci du revers de la main en déclarant qu'ils sont les plus gros dialogues. «Nous sommes au 5e dialogue actuellement. Et tous ces dialogues ont apporté des fruits et solutions bénéfiques pour le pays. Sur une quarantaine de conclusions, 37 sont entièrement appliquées», s'est félicité l'ancien vice-président de l'Ufdg.

Mady Bangoura

Ils ont dit



Me Mohamed Sampil, membre du pool des avocats de Malick Sankhon, Bantama Sow et Hady Barry vs Ousmane Gaoual Diallo, lors de la conférence de presse du jeudi 4 août 2016: « Nous avons échangé avec le colonel Gabriel Tamba Diawara, commandant du PM3. La direction des investigations judiciaires nous a confirmé qu'il est saisi d'une enquête de flagrance. L'équilibre actuel de ce pays est trop fragile. Quand quelqu'un en appelle à la guerre civile, au génocide, au carnage, surtout qu'il n'est pas n'importe qui, c'est un membre de la représentation nationale, un leader d'opinion, la République doit se faire entendre, l'Etat de droit c'est pour tous. »



Boubacar Sow, sociologue du développement, membre du Parti libéral radical (PLR) suisse : «Aussi longtemps que la bataille politique ne se mène pas autour d'un véritable projet de société qui va au-delà des querelles d'ego, de leadership entre personnes, la Guinée ne connaîtra pas un climat politique apaisé, serein et détendu. Un bon leader politique est celui qui se bat pour faire triompher un idéal en s'appuyant sur un projet-programme de société qu'il soumet au peuple pour appréciation. En procédant ainsi, la liberté et la confiance seraient accordées au peuple, de pouvoir trier, d'opérer son choix en mettant de façon démocratique chacun à sa place. De cette manière, le combat d'idée aurait pris le dessus sur le combat d'épée auquel se livrent nos politiques d'aujourd'hui. »



Me Cheick Sako, ministre de la Justice, Gardé des sceaux: « Le colonel Issa Camara et ses hommes passeront tous devant les tribunaux pour être entendus. Si toutefois ils sont reconnus coupables, ils seront punis à la hauteur de leur forfaiture. Nul n'est au-dessus de la loi. Je veux faire de mon possible pour que justice soit faite dans ce dossier. Non pas pour satisfaire les habitants de Mali, mais pour éviter que d'autres cas de ce genre ne se reproduisent dans d'autres localités du pays, même si la procédure sera longue. »

Report de la marche du jeudi 4 au mercredi 10 août 2016

Opposition frileuse vs faucons virils

Les opposants au régime de Conakry avaient annoncé tambour battant le jeudi 14 juillet la reprise de leurs manifestations de rue le 4 août pour exiger des pouvoirs publics, le respect des accords issus du dialogue interguinéen. Une date de tous les défis attendue par les observateurs pessimistes quant à la capacité des concurrents d'Alpha Condé à drainer du monde par devers eux comme cela a été par le passé.

Contre toute attente, ils ont décidé lundi 1er juillet du report de leurs manifestations pour le 10 du même mois, soit 6 jours après la date initialement prévue. Raison invoquée? Le président de la République est en voyage en Asie.

«On a un président qui, malheureusement, n'a aucun lien affectif avec son peuple et son pays et qui passe son temps à voyager. Or, c'est à lui que s'adressent ces manifestations et c'est lui qui est interpellé», a

justifié leur porte-parole **Aboubacar Sylla**, par ailleurs leader de l'Union des forces du changement (UFC).

Poursuivant, l'ancien ministre de la Communication a déploré le «débat de sourds» qu'entretient le pouvoir face aux sujets d'une importance capitale. «Donc, il faudrait qu'il soit là pour voir cette mobilisation». Mais de l'avis de maints analystes, l'absence du président de la République ne devrait nullement impacter la tenue de ces

manifestations en vue. «Car, estiment-ils, Alpha Condé a dit et répété qu'il ne regarde pas la télé, n'écoute pas la radio, ne lit pas les journaux, encore moins surfer sur le Net».

«C'est un faux-débat, et on veut qu'ils (ces opposants, Ndlr) nous laissent nous vaquer à nos business», enfonce un d'entre eux.

Mady Bangoura

Vite dit...

Mohamed Camara menacé
Drôle de coïncidence
ou manœuvres
dissuasives ?

Les guinéens vivent dans l'angoisse. Arrestations arbitraires et menaces sont devenues monnaies courantes. Le dernier cas en date s'est déroulé vendredi 5 août dans l'enceinte même du ministère des Affaires étrangères où l'éminent juriste **Mohamed Camara** a subi une restriction de liberté qui s'apparente à une mise en garde. Très sollicité par les médias pour son objectivité, le juriste après avoir animé une émission sur la radio **Espace FM** portant sur les questions de procédure pénale, se rend à son bureau à Kaloum. A 16h30 au moment de rentrer à la maison, il constate une scène inhabituelle dans les parages. Un important dispositif de sécurité est stationné devant son véhicule. «Il y avait un véhicule 4X4 qui me barrait le passage alors qu'il y avait de la place ailleurs. Les sorties étaient bloquées par des pick up de la gendarmerie qui étaient là de part et d'autre», explique-t-il. C'est alors que le juriste réalise ce qui se trame autour de lui. «Quand j'ai vu l'impressionnant dispositif, j'ai fait un rapprochement avec les dernières sorties médiatiques sur la violation et l'inobservation de procédure en matière pénale au niveau du pays». Un gendarme le pointe du doigt, Camara se décide de remonter à son bureau. Drôle de coïncidence ! Au moment même son téléphone sonne. Au bout du fil, le commandant Mamadou Alpha Barry, officier de communication de la gendarmerie lui dit avoir appris qu'il est en train d'être inquiété.

«Je lui ai dit qu'il y avait un dispositif aux alentours. Alors qu'on ne m'a pas notifié quoi que ce soit», explique le juriste. Dans la soirée, c'est encore un autre appel qu'il reçoit cette fois-ci du chef d'état-major de la gendarmerie nationale. Le **général Ibrahima Baldé** lui fait comprendre que c'est lui en personne qui était au ministère des Affaires étrangères à ce moment-là. Et que si Mohamed Camara a dû constater des mouvements de gendarmes dans l'enceinte du ministère, ce n'était qu'une simple coïncidence. «Je lui ai dit que la manière dont la coïncidence s'est déroulée m'inquiète. Surtout quand on met des pick-up devant mon véhicule et puis entre-temps, dès que je rebrousse chemin, il y a quelqu'un qui m'indexe. Pour moi, il y a un rapprochement. Je lui ai dit ce n'est pas de la même manière dont il comprend les choses que je les comprends. Il dit qu'il comprend et que lui, il marche toujours comme ça» avec une troupe de gendarmes assurant sa sécurité.

A la question de savoir si par le passé il a l'habitude de recevoir des menaces, le juriste dit n'en avoir pas fait l'objet du tout. Comme fidèle à sa hiérarchie, l'officier de communication de la gendarmerie, le commandant Barry confirme que le dispositif sécuritaire n'était point destiné à effrayer encore moins à intimider le juriste Camara. «C'est juste une coïncidence». Point, barre.

Abdoul Malick Diallo

Affaire Mohamed Koula/ Condé a encore dribblé Diallo Tous les gardes de l'Ufdg ne sont pas libres

Arrêtés et placés en détention suite à l'assassinat du journaliste **Elhadj Mohamed Koula Diallo** le 5 février 2016 aux abords du siège de l'Ufdg, 17 des 19 gardes de l'opposant Cellou Dalein Diallo ont été relaxés vendredi 5 août après 6 mois de détention à la Maison centrale de Coronthie à Conakry.

Leur détention avait fait polémique. Déjà au mois d'avril dernier, sous l'égide de **Hadja Halimatou Diallo**, l'épouse du président de l'Ufdg, des femmes de l'opposition avaient bravé l'interdiction en manifestant à Kaloum pour exiger la libération des détenus. Dans le memorandum qu'elles avaient adressé au ministre de la Justice **Me Cheick Sako**, les manifestantes exigeaient entre autres «la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, l'indemnisation de toutes les victimes de violences politiques, ainsi que l'identification et la traduction devant les tribunaux sans délai des véritables auteurs des crimes et délits».

L'affaire Ousmane Gaoual libère des détenus

La libération d'une partie des gardes s'est déroulée simultanément avec celle du député Ousmane Gaoual Diallo qui devra répondre mercredi 10 août devant le tribunal de

Dixinn. Une comparution qui coïncide avec la manifestation de l'opposition prévue le même jour. Même s'il ne cache pas sa joie de renouer avec ses gardes, Cellou Dalein Diallo exprime sa frustration de voir qu'ils ont été détenus tout ce temps pour rien. « Vous avez été très braves. Vous avez eu le moral haut malgré les conditions difficiles de votre détention. Je suis convaincu que vous êtes accusés à tort d'un crime que vous n'avez pas commis. Je dois vous féliciter pour votre courage. Des manœuvres ont été menées pour vous déstabiliser, pour faire croire que vous êtes abandonnés par le parti en vue de rompre le lien de confiance qui existe entre nous. Vous avez résisté à toutes les manœuvres. Ils sont allés jusqu'à mobiliser vos épouses pour dire que le parti ne s'occupe pas de vous, ce qui est archi-faux. Nous avons un pacte scellé le doyen feu Ba Mamadou et moi. Il a versé les

larmes quand il m'a cédé le fauteuil. Depuis, vous êtes restés fidèles au testament de Ba Mamadou. Vous avez offert vos vies pour que la mienne soit sauvée. Donc, on ne peut pas vous abandonner. Mais vous savez que l'ennemi a beaucoup d'astuces. Vous avez résisté». Malgré l'ordonnance de non-lieu du juge d'instruction, les gardes avaient été maintenus en prison. Le maître d'arts martiaux **Mamadou Saïdou Bah**, également membre de la garde avait quant à lui rendu l'âme en prison le 9 mai 2016. Cellou Dalein Diallo félicite les avocats, qui, dit-il, «ont fait un travail remarquable» non pas «pour toucher des honoraires. Au contraire, ils ont décidé de joindre leur talent, leur effort et leur intelligence au combat que nous menons pour le triomphe de la vérité. Ils se sont battus au tribunal, devant la presse et partout pour lutter contre l'injustice. Je leur adresse mes sentiments de gratitude ».

L'acte trompe-l'oeil

Le député de Gaoual est libéré de «prison» mais la poursuite judiciaire reste maintenue. Même si le collectif d'avocats défenseurs crie à une première victoire, la vraie reste à conquérir au fil des audiences au tribunal de Dixinn. A l'analyse, l'on est tenté d'écrire que le régime Alpha

Abdoul Malick Diallo

L'an 56 de l'indépendance de la Côte d'Ivoire célébré à Conakry L'ambassadeur Diarrassouba officie la fête

Les Ivoiriens de Guinée ont célébré, par anticipation, le vendredi 5 août 2016 à Conakry, l'An 56 de l'indépendance de leur pays.

Une commémoration de la date historique du 7 août 1960 mise à profit par l'ambassadeur **SE Youssouf Mifougo Diarrassouba** pour rappeler quelques prouesses économiques, la stabilité politique et l'offensive diplomatique réussies par son pays depuis l'avènement au pouvoir du président **Alassane Dramane Ouattara** surnommé **ADO**. Très tôt, les membres de la communauté ivoirienne ont rallié leur ambassade en centre ville de Kaloum à Conakry pour célébrer l'accession de leur pays à l'indépendance en 1960 sous l'égide du président **Félix Houphouët Boigny**.

10H 50. L'ambassadeur, tout souriant, fait son entrée sous les applaudissements nourris de ses compatriotes massivement mobilisés pour la circonstance. Bain de foule et poignées de main précèdent la montée des couleurs. **L'Abidjanaise**, l'hymne national ivoirien, retentit dans la Chancellerie. Puis, discours. L'ambassadeur Diarrassouba indique que cette célébration constitue une étape essentielle de la marche du pays sans détour vers des horizons de prospérité et de bonheur «en



L'ambassadeur SE Youssouf Mifougo Diarrassouba a adressé ses vœux de bonne fête aux Ivoiriens de Guinée et dressé le bilan remarquable de la gouvernance Ouattara.

d'autres termes de son émergence économique et social qui fait notre fierté sous la conduite du président» Ouattara réélu dimanche 25 octobre 2015 avec un score de plus de 85% des suffrages exprimés. Une prestation artistique fait «ambiancer» la foule. Une dégustation des mets crée des apartés entre convives. Heureux d'être de la fête auréolée par une fierté d'appartenir à un pays aux multiples acquis, notamment sous le leadership du président ADO.

Pays émergent

L'édition 2016 du baromètre de l'attractivité publiée par le cabinet Ernest & Young, positionne la Côte d'Ivoire au 10e rang en Afrique. Avec 238 établissements hôteliers entre 2012 et 2015 d'une capacité d'accueil de 4000 chambres ayant enregistré la venue de

plus de 470 000 touristes internationaux à travers le pays, la capitale Abidjan se porte candidate cette année à l'organisation de la Conférence mondiale des affaires Ease of Doing Business. «Au plan international, la Côte d'Ivoire ne cesse d'œuvrer ses relations de bon voisinage avec les pays limitrophes d'une part et d'autre part à se positionner comme véritable locomotive au sein des instances sous-régionales», fait noter l'ambassadeur. Ainsi, en doublant sa contribution au budget de l'Union africaine au titre de 2016, le pays est parmi les 10 premiers contributeurs de cette organisation.

«La Guinée et nous»

Depuis l'accession au pouvoir d'Alassane Ouattara et du professeur Alpha Condé l'axe Abidjan-Conakry se porte bien.

Condé a posé un acte trompe-l'oeil en libérant le plus grand nombre, tout en maintenant en détention 2 membres importants de la garde de l'opposant Dalein Diallo. Cette façon de faire montre que la crise est loin d'être jugulée. Ce qui sous-tend que les remèdes de Condé contribueront certes à calmer la situation mais pas à la décriper d'un trait. En opérant de cette façon, Condé dribble l'opposition en lui trouvant une occupation comme il a su bien le faire dans l'affaire **Sable Mining** où son fils **Mohamed Alpha Condé** a été cité dans un gros scandale de corruption. Il avait trouvé mieux d'entretenir du flou autour de son éventuel 3e mandat. Dans l'affaire Gaoual, Condé se donne le plaisir de dissuader l'opposition, tout en faisant un clin d'oeil à la communauté internationale qu'il tente de détourner de la véritable crise sociopolitique causée par son refus d'appliquer et de faire appliquer les relevés des conclusions issues des différents accords de sortie de crise. En Guinée comme l'étranger, Alpha Condé se présente comme le Mandela et l'Obama du renouveau guinéen. Or, dans ses actes, il est loin d'incarner la vertu de ces deux icônes de la bonne gouvernance.

Abdoul Malick Diallo

Rabat abrite le colloque sur l'environnement En attendant la COP 22 à Marrakech

Du 25 au 27 juillet dernier la capitale marocaine a abrité le deuxième colloque international sur le droit de l'environnement en Afrique. Une initiative commune de l'*Union internationale pour la conservation de la nature*, de l'*Institut francophone pour le développement durable* et du Royaume du Maroc.

Réfléchir aux voies et moyens de la mise en œuvre de l'**Accord de Paris** et harmoniser la position de l'Afrique pour parler d'une même voix lors de la COP 22 en novembre prochain à Marrakech. Ce sont entre autres les objectifs assignés au colloque tenu dans la capitale marocaine.

Au total, une quarantaine de thèmes ont été débattus par d'éminents juristes experts en droit de l'environnement mais aussi de professionnels de médias. Parmi ces thèmes, L'accord de Paris : *Quelle justice climatique pour l'Afrique ? Le système de l'Economie Verte et son financement en Afrique Centrale, l'aménagement de l'espace côtier et marin en Afrique de l'Ouest et les implications juridiques de l'Accord de Paris pour les droits des femmes en Afrique ?*

A la lumière des travaux intenses et riches en débats, les participants ont formulé plusieurs recommandations dont la nécessité de poursuivre la formation des juges et leur spécialisation sur les questions environnementales, la formation et la spécialisation des médias sur la communication et le droit de l'environnement ainsi que la vulgarisation des accords et conventions dans les langues locales pour une meilleure compréhension des citoyens.

A l'ouverture des travaux le 25 juillet dernier, plusieurs discours ont été prononcés. Il est tout d'abord revenu au représentant marocain de la ministre déléguée chargée de l'environnement de souhaiter la bienvenue aux participants. Il a réitéré l'engagement du gouvernement du Royaume chérifien à accompagner les participants dans la mise en œuvre des recommandations issues des travaux.

Dans cette séquence des allocutions, le directeur adjoint de l'Institut de la Francophonie et du développement durable (IFDD) **Bernard Dubois** et le directeur régional de l'UICN-PACO **Aimé Nianogo**, ont tour à tour apporté le soutien et l'engagement de leurs institutions à la cause de la défense de l'environnement.

M. Dubois a fait remarquer que près de 50 ans après la rencontre de Stockholm et celle de Rio en 1992, les maux qui affectent notre environnement persistent encore ce, en dépit des efforts consentis çà et là. Il s'est ensuite interrogé sur l'importance des accords et conventions sur le Droit de l'Environnement, si leur mise



Une centaine de participants venus de l'Afrique, du Canada, de l'Europe et du Brésil ont pris part au colloque de Rabat en prélude à la COP 22.

en œuvre n'est pas effective. Pour inverser la tendance, M. Dubois a proposé aux parties prenantes de poursuivre les efforts dans la sensibilisation, l'information, la promotion et l'accès aux emplois verts ou encore le renforcement de capacités des dits acteurs.

M. Nianogo a fait le bilan du premier colloque dans l'état de lieu de sa mise en œuvre avant d'apporter le soutien de son institution à accompagner les experts dans la mise œuvre des recommandations du colloque. A ce rendez-vous de Rabat, une quarantaine de thèmes à la fois liés au droit de l'environnement et au développement durable, au rôle du juge dans sa mise en œuvre, à l'Accord de Paris et ses répercussions sur les droits des femmes et des communautés africaines, ou encore à « l'accaparement » des terres et des mers du littoral en Afrique et l'Afrique dans la gouvernance climatique post 2015: les implications juridiques de l'Accord de Paris pour l'Afrique et la mise en œuvre des Objectifs du Développe-

ment Durable : quels mécanismes novateurs de mise en œuvre et de suivi, ont fait l'objet de présentation et d'échanges riches et pertinents.

A l'issue des travaux en plénière suivis de débats, les participants ont fait l'état des lieux de la mise en œuvre des recommandations du premier colloque sur le droit de l'environnement tenu en 2014 à Abidjan en Côte d'Ivoire.

Il est ressorti que des efforts sont en train d'être fournis dans différents pays pour achever le

processus. Mais le niveau de mise en œuvre varie selon les pays, la « volonté politique » et l'engagement des juristes environnementalistes et autres acteurs de la société civile.

Le colloque de Rabat a fermé ses portes en encourageant les acteurs à poursuivre l'élan de mise en œuvre. Car, dans quelques mois se tient la COP 22 sur le climat en novembre 2016 à Marrakech.

Idiatou Camara
Envoyée spéciale

La part des médias

Dans deux ans, se tiendra le 3e colloque dont le lieu n'a pas encore été défini, mais les experts s'accordent sur la nécessité d'impliquer davantage les professionnels des médias à soutenir les juristes dans la facilitation de la compréhension des textes juridiques souvent inaccessibles à un large public. C'est sur une note de satisfaction que le colloque de Rabat a pris fin. Toutefois, des participants interrogés nous ont confié qu'il fallait plus de temps pour traiter en profondeur des thèmes au regard de l'intérêt et de la pertinence qu'ils revêtent.

I. C.

Concevoir un "message clé"



Une vue du présidium du colloque de Rabat où il a été mis en place un comité pour l'enrichissement du "message clé" de l'Afrique à présenter à la COP 22 à Marrakech.

Pour plus de réalisme, Rabat a été décidé de mettre en place un comité pour l'enrichissement du "message clé" à présenter lors de la COP 22 à Marrakech au nom du continent africain.

Cette mission de pilotage a été confiée au Maroc qui entend revenir au sein de l'Union africaine qu'elle avait quittée il y a 32 ans.

Le colloque a souhaité la poursuite de la formation des magistrats et auxiliaires de

justice sur le droit de l'environnement ainsi que les professionnels des médias pour une meilleure information des populations.

Il a aussi été recommandé de traduire les conventions et accords dans les langues locales en vue d'une meilleure information des citoyens, ce qui n'est pas souvent le cas.

Egalement, le colloque de Rabat recommande la poursuite des efforts pour la ratification et la prise des

décrets d'application des conventions et accords et autres textes de lois sur le droit de l'environnement et du développement durable.

A ce niveau, les participants ont dénoncé la lenteur et le laxisme des autorités en charge de ce processus.

Conséquence: des accords et conventions prennent plusieurs années avant que leur mise en œuvre ne soit effective.

I. C.

En bref

L'appel des «Jeunes leaders de l'Axe»



M. Khaly Diallo, consultant de la Baïonnette Intelligente.

Les manifestations politiques sont souvent synonymes de violences en Guinée dont les plus graves sont enregistrées sur la route Leprince.

Le Collectif des jeunes leaders de l'axe Hamdallaye-Bambeto-Coza-Wanindara et Kagbelen veulent instaurer la non-violence dans cette zone réputée chaude.

Mercredi 3 août 2016, à travers une déclaration, ils ont invité les acteurs politiques de la mouvance et de l'opposition ainsi que les forces de l'ordre «à s'abstenir de toutes formes de violences».

Initialement prévue le 4 août à Conakry, la manifestation de l'opposition républicaine a été reportée à ce mercredi 10 août. Les jeunes leaders de l'axe redoutent la «persistance des tendances belliqueuses qui commencent à se manifester fortement dans la conscience collective autour des violences constatées lors des précédentes manifestations, par les forces de défense et de sécurité d'une part, et par certains civils mal-intentionnés de l'autre, portant ainsi gravement atteinte à la vertu nationale».

Face à la situation sociopolitique de plus en plus inquiétante, les jeunes leaders déclarent: « Nous lançons un appel aux deux camps (la mouvance et l'opposition, ndr) de s'abstenir de l'usage de toutes formes des violences».

Aux forces de l'ordre, « d'adopter un comportement républicain ». Par ailleurs, le collectif invite particulièrement «la mouvance présidentielle de s'abstenir de toute contre-manifestation et à l'opposition de manifester dans les règles de l'art».

Cette déclaration fait suite à une cession de formation sur la non-violence dispensée par le projet «la Baïonnette Intelligente» aux jeunes de l'axe et aux forces de maintien d'ordre sur les principes des manifestations sans violence.

L'activiste des droits de l'homme et consultant dudit projet, **Mamadou Khaly Diallo** est visiblement satisfait par l'engagement non-violent des jeunes leaders, même s'il se méfie de «crier au triomphalisme».

La **Baïonnette intelligente** est un projet guinéo-allemand représenté en Guinée par l'**OGDH** (Organisation guinéenne des défense des droits de l'homme et du citoyen) et par le **Service mondial pour la paix** basé à Berlin.

En 2013, il a réussi à fédérer les jeunes leaders de l'Axe autour d'une plateforme pour la non-violence qui travaille sur la stratégie de la culture de la paix prônée par des figures emblématiques tels que Mahatma Gandhi, Nelson Mandela, et Martin Luther King.

Abdoul Malick Diallo

PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME

La campagne de chimio-prévention du paludisme saisonnier lancée



Les participants à la conférence et les responsables du PNLP, Catholic relief services et Speak up Africa.

Le PNLP (Programme national de lutte contre le paludisme) en collaboration avec **Catholic relief services** et **Speak up Africa** ont présenté jeudi 4 août 2016 à Conakry la *Stratégie de Chimio-prévention du paludisme saisonnier (CPS)*, ainsi que les résultats obtenus et les attentes relatives à la seconde phase du projet **ACCESS-SMC**.

Une conférence a été organisée à cet effet pour permettre aux femmes et hommes de médias d'avoir des informations requises leur facilitant un traitement "égalitaire" en vue de s'assurer de leur implication effective dans la transmission des messages et la sensibilisation des communautés bénéficiaires. Le paludisme reste toujours un des problèmes majeurs de santé publique avec 214 millions de cas en

2015 dont 438 000 décès. 80% de cas et 90% de décès ont été enregistrés en Afrique subsaharienne. Première cause de morbidité et de mortalité en Guinée avec une prévalence parasitaire de 44% chez les enfants de moins de 5 ans, selon une étude réalisée par l'EDS-MICS en 2012. Pour donc inverser cette tendance, les spécialistes s'accordent sur la chimio-

prévention du paludisme saisonnier qui constitue une méthode efficace pour prévenir le paludisme chez les enfants dans les régions où les saisons de transmission n'excèdent pas 4 mois. Elle consiste à administrer pendant 3 jours aux enfants de 3 à 5 ans un traitement médicamenteux antipaludique, à un mois d'intervalle pendant 4 mois durant la saison des pluies. Dans sa lutte contre le paludisme, la Guinée a bénéficié des subventions de UNIT AID pour une durée de 3 ans (2015-2017) afin d'assurer la mise en œuvre de la chimio-prévention (CPS) saisonnière dans 8 districts sanitaires frontaliers au Sénégal et au Mali. Ce sont entre autres: Gaoual, Koundara, Mali, Tougué, Koubia, Dinguiraye, Siguiri et Mandiana. L'exécution de la subvention revient à **Catholic relief services** avec une mise en œuvre du **PNLP**. La première phase réalisée dans les districts sanitaires de Gaoual,

Koundara, Mali, Tougué, Koubia et Dinguiraye a permis d'obtenir une couverture moyenne de 96% d'administration de la SP/AQ chez les enfants de 3 à 59 mois.

Dans l'optique de l'extension de la couverture géographique et administrative de la CPS, explique le directeur adjoint du PNLP **Dr Timothé Guilavogui**, la 2e phase 2016 du projet ACCESS-SMC se caractérise par son extension dans la région sanitaire de Kankan dont Siguiri et Mandiana sont les localités concernées.

Courant 2016, la campagne CPS devrait couvrir 431 034 enfants âgés de 3 à 5 ans dans les 8 districts sanitaires ciblés.

Aussi, dans le cadre de la prévention du paludisme en Guinée, 7 millions des moustiquaires imprégnées ont été distribuées aux populations.

Par Abdoul Malick Diallo

APPEL A CANDIDATURE ELECTION MISS GUINEE FRANCE PAR ASSOCIATION DES JEUNES GUINEENS DE FRANCE



BELLE, GRACIEUSE ET ENGAGÉE ?

METS TA BEAUTÉ AU SERVICE DU COEUR

INSCRIPTION:

JUSQU'AU 23 SEPTEMBRE

DIRECTEMENT : WWW.AJGF.ORG

MAIL : CANDIDATURE_MGF@AJGF.ORG

CASTING : 24 ET 25 SEPTEMBRE

CONTACT : 0659660256 | 0652454289

MISS GUINEE FRANCE LA BEAUTÉ AU SERVICE DU COEUR





CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



Invitation à lire le quotidien en ligne

leCOURRIER
deConakry.com

L'information citoyenne

www.lecourrierdeconakry.com

Courriel: lecourrierdeconakry@gmail.com

POESIE A paraître le 15 août 2016

«Le Bouquet de fleurs»

Auteur: Oumar Yacine Bah, journaliste, membre de la HAC

Oumar Yacine Bah

Le bouquet de fleurs

(Poèmes)



Editions BOOKELIS



Oeuvre poétique de **Oumar Yacine Bah**, journaliste de carrière, actuellement membre de la Haute Autorité de la Communication (HAC) de la République de Guinée, **Le Bouquet de fleurs**, paraîtra le lundi 15 août 2016. D'abord dans sa version numérique et il sera distribué par les Editions Bookelis et plusieurs librairies en lignes: Amazon Kindle, Apple Ibooks, Kobo, Fnac, Nolim, etc.

*Souviens-toi
Pour la première fois
Sous un splendide toit
Fait d'un voile de soie
Orné de guirlande de fleurs
Tu conquis mon cœur
Par ton regard de charmeur
Plein de bonheur*

Le Bouquet de fleurs! C'est la parole d'une âme brisée et meurtrie. La parole d'un être à la quête d'amour. Certes, une poliomyélite a volé son adolescence et une partie de sa jeunesse. Et surtout le divorce de ses parents, dès l'aube de sa naissance. Il en souffrira beaucoup. Car ce divorce l'a conduit à vivre hors d'une chaleur paternelle. Heureusement, cette chaleur, il la trouvera auprès d'une grand-mère sage et dévouée. Car, auprès de celle-ci, il a eu l'affection et l'éducation dont tout enfant a besoin. Ce recueil est le souffle d'un esprit, d'un corps, témoins de leur temps.

L'AUTEUR

Présentement membre de la Haute Autorité de la Communication en Guinée, Oumar Yacine Bah est né le 15 août 1966 à Boulléré, Pita. Il a effectué une partie de ses études primaires dans son village avant de rejoindre sa mère à Kindia. Son baccalauréat, profil Sciences sociales, session 1988 en poche, il fréquente la faculté des Sciences économiques, des Droits et de Gestion de l'Université Gamal Abdel Nasser de Conakry. Et il est diplômé en Gestion d'entreprises. Parallèlement à ses études, il s'intéresse à l'écriture au lycée. Une activité qu'il va intensifier durant tout son cycle universitaire. Ce qui le conduit au journalisme.

En 1993, avec des camarades de promotion, il fonde un journal, le *Djawiré* qui n'aura que deux parutions. Mais cela suffit pour lui ouvrir les portes de médias privés : *Le Lynx*, *L'Indépendant*, *Guineenews* avant de fonder ses organes de presse, *Le Jour*, *Lejour.info* et *Guinée Nouvelle*.

Son état civil indique qu'il est marié et père. **Le Bouquet de fleurs** est sa première œuvre littéraire publiée.

Oumar Yacine Bah est auteur de plusieurs poèmes, nouvelles et autres écrits non encore édités. ■

BAR ADMIRABLE
PLEIN AIR



Un cadre idéal pour
les grandes retrouvailles

Chez Tonton
Dacky



Rendez-vous à

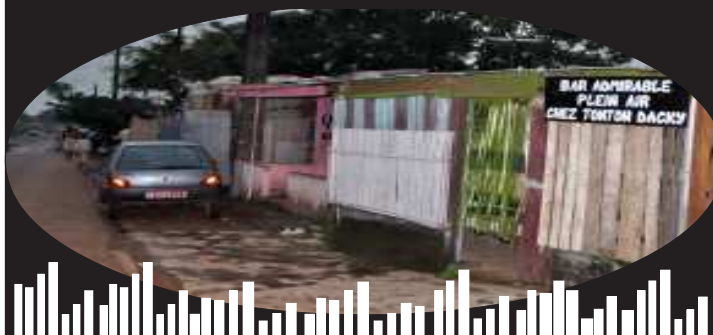
Kissita

GBESSIA CITÉ DE L'AIR
SUR LA T2 AÉROPORT - CHÂTEAU D'EAU

Tél.: 622 98 78 36

Bar de 50 places

Terrasse couverte pour votre confort
Plein air de 150 places pour non-fumeurs



le populaire

Suivez le journal qui vous ressemble sur [Facebook](#)



cliquez pour entrer dans le réseau
[Facebook.com/Le-populaire-conakry](https://www.facebook.com/Le-populaire-conakry)



Cheick Taliby Sylla fait un faux-bond à la RTG

Ils attendaient le ministre Cheick Taliby Sylla de l'Énergie pour une partie de débat sur la question de la desserte en eau. Ils ont été dribblés. Le plateau de la RTG était prêt. Toute l'équipe d'enregistrement de l'émission et les journalistes Ibrahima Sory Traoré directeur de publication de *Guinee7.com*, Mohamed Bangoura de la radio *Lynx FM*, Zézé Guilavogui directeur de publication du journal *La République* et Aboubacar Camara rédacteur en chef de la Télévision publique RTG (sur la photo). ■



Bafischer à la fête du Trône

La communauté marocaine a célébré dans la joie et la communion la Fête du Trône à Conakry. L'ancien leader estudiantin africain, le député **Alpha Souleymane Bafischer** (photo) était au rendez-vous en compagnie d'anciens étudiants guinéens et africains au royaume chérifien. La Fête du Trône, coïncide cette année avec le 16ème anniversaire de l'accession de SM le Roi Mohammed VI au Trône de Ses glorieux ancêtres. ■

Procès d'Ousmane Gaoual dit "Bonoorou Gawal" *Une instrumentalisation politique de la justice*

Le report du procès de Bonoorou Gawal au 10 août vise à placer l'opposition dans un dilemme. Soit elle maintient sa marche sur l'autoroute ce jour-là, alors ses leaders ne pourront pas accompagner le prévenu au tribunal et il ne pourra pas haranguer la foule sur la terrasse du stade du 28-Septembre et enflammer davantage les esprits contre le pouvoir et ses faucons, sulfureux comme il est. Et seul devant ses juges, ceux-ci auront tôt fait de le condamner et faire enfermer sur l'heure à la maison centrale. Soit l'opposition reporte à nouveau sa marche pour accompagner Bonoorou Gawal au tribunal, faire pression sur la cour et l'amener à prononcer un non-lieu ou un nouveau report du procès. Vu le double enjeu politique et judiciaire, la cour renverra le procès exactement à la nouvelle date que choisira l'opposition pour sa marche. Finalement, l'objectif visé par le pouvoir central et sa justice instrumentalisée est d'entrer dans un chassé-croisé avec l'opposition en faisant sans cesse diversion. Jamais Alpha Condé et son sérail n'ont autant redouté une manifestation contre leur gouvernance. Et ce, pour trois raisons. Primo, le pays va à vau-l'eau, la paupérisation est passée du trot au galop de 2011 à aujourd'hui. Elle touche toutes les classes sociales (les pauvres mais aussi les classes moyennes et les riches). Les investisseurs étrangers sérieux voient la Guinée comme une calamité, la croissance est devenue négative (Ébola a bon dos), le revenu journalier moyen du Guinéen est tombé à 3.000 francs alors qu'un simple plat de riz coûte 5.000 francs. Donc le Guinéen moyen ne peut s'offrir qu'un repas ordinaire tous les deux jours.



Le report du procès d'Ousmane Gaoual au 10 août vise à placer l'opposition dans un dilemme.

Deuxio, Alpha Condé, comme un président embrouillé par un mauvais sort, s'est arrangé pour s'aliéner son parti, ses caciques et ses militants en leur lançant par plusieurs fois des vertes et des pas mûres. Il a scié la branche sur laquelle il était confortablement assis. Et, comble de catastrophe, pour la première fois dans l'histoire politique guinéenne, Boulbinet, le kilomètre-zéro de la république, l'éternel bastion du pouvoir en place, a déployé cette semaine une banderole disant "À bas Alpha Condé". Moralité: le pouvoir n'a plus d'assise, il est rejeté par le ban et l'arrière-ban. Tout le monde est fatigué de son incapacité et de sa propension à donner dans l'occupationnel, le cosmétique, le saupoudrage et l'enfumage des esprits ("on a TOUT compris" et on a TOUS compris: woulé bara gnon!). Tertio, l'opposition marchera sur l'autoroute Fidel Castro Ruz. Pour la première fois depuis 2011, Kaloum, Colea, La SIG, Dabondi, Gbessia et Matoto seront avec l'Axe pour désavouer ensemble Alpha Condé et ses apparatchiks. Leurs oreilles vont siffler, car ça promet du monde.

Le plus embêtant pour les sicaires, c'est qu'ils ne pourront pas réprimer la marche, les méthodes habituelles ne pourront être appliquées. Comment il s'y prennent d'habitude? Après avoir vainement interdit une manifestation, ils finissent par l'autoriser mais seulement sur la route Leprince. Le jour dit, on coupe toutes les transversales par des bouchons d'agents armés jusqu'aux dents pour empêcher les "autres" de rejoindre les manifestants de l'axe Bambeto-Coza. Ceux-ci sont dès lors quasiment réduits aux militants de l'UFDG. Arrivés au niveau de l'ancien siège du RPG, à Hamdallaye, ils sont accueillis par une pluie de pierres lancées de l'intérieur. Quand celle-ci s'arrête, la foule en débandade revient, ramasse les pierres éparpillées et les retourne aux envoyeurs. Et voilà ce qu'attend le cordon de sécurité installé devant le siège pour tirer dans le tas à balles réelles et tuer quelques manifestants: 3 ou 4, pas plus, pour ne pas tomber sous le coup de la justice internationale. Le soir, la RTG, qui a filmé les jets de pierres, ne montre que la riposte des manifestants pour faire croire à une

provocation de leur part et à une légitime défense des forces de sécurité. Et on pousse le cynisme jusqu'à dire que celles-ci n'étaient pas armées: c'est toujours l'opposition qui infiltre des tueurs dans la manif pour discréditer le régime. C'est par ce stratagème que le pouvoir d'Alpha Condé a tué une soixantaine de jeunes et d'enfants en 5 ans en toute impunité. Alors question à Fatou Bensouda (vous qui aviez curieusement menacé de poursuivre tout leader politique guinéen qui demanderait à ses électeurs de descendre dans la rue pour contester pacifiquement les résultats de l'incroyable élection présidentielle de 2015, au lieu de mettre plutôt en garde quiconque chercherait à tuer ces manifestants): Mme la Procureure de la CPI, si un régime tue 60 jeunes manifestants aux mains nues en 5 ans, ces crimes ne sont-ils pas juridiquement aussi graves et poursuivables que s'ils avaient été commis en un seul jour? Faut-il commettre un tel massacre en une seule manifestation pour que vous preniez vos responsabilités? Les Guinéens voudraient bien connaître votre réponse, au risque de vous croire complice d'un dictateur et de ses assassins.

En tout état de cause, le régime guinéen aux abois entend l'hallali. Il craint que la prochaine marche de l'opposition généralisée ne soit le début d'une révolution et il sait déjà que toute tentative de la réprimer (comme toutes celles de l'Axe) serait dangereuse et pourrait se retourner contre lui. Car, en Guinée, on ne tue pas impunément des Soussous ou des Malinké pour des motifs politiques. Seuls les Peuls et les Forestiers sont des gibiers de potence dans ce pays. Leur meurtre est toujours rangé parmi les chiens écrasés. Ousmane Gaoual n'a pas fait outrage au chef de l'État mais à celui qui persiste à être un chef de parti, au mépris de la Constitution. Et si l'État n'assure pas la sécurité des citoyens, la tentation de l'autodéfense devient forte. Et si elle se systématisait, c'est le chaos.

Par El Béchir

Sagesse

- 1 Dans tout État libre, chaque citoyen est une sentinelle de la liberté qui doit crier, au moindre bruit, à la moindre apparence du danger qui la menace
Robespierre
(Discours sur la liberté de la presse, Mai 1791)
- 2 Les peuples se font des autres peuples l'image que leur ont donné leurs journaux ; les membres d'une église se font d'une autre Église celle qu'on leur inculque dans la leur.
Michel Fournier
(Technique de foi)

Le Populaire dans Vox Press, la revue de presse de Voxafrica

Chaque semaine, votre hebdomadaire fait l'objet d'un passage dans la Revue de Presse de l'émission *Barao Afrika* diffusée du lundi au vendredi à 05h30GMT sur VoxAfrica. Nous avons ainsi le plaisir de vous annoncer que votre hebdomadaire a fait l'objet d'un passage dans la revue de presse de ce lundi 1er août 2016. Ci-après, le lien du passage à visionner: <https://www.facebook.com/VoxPressRevue/videos/1243137522364143/>



LE PLAIDOYER DE FATOUMATA CHÉRIF À LA JEUNESSE “Il est temps d’impulser le développement de notre sous-région”

Consultante en communication, Fatoumata Chérif est également une bloggeuse-activiste et présidente de l’ONG **Femmes, pouvoir et développement** (Fedep) en Guinée.

C’est à ce titre d’ailleurs qu’elle a récemment pris part, aux côtés de 39 autres jeunes africains, à l’atelier sous régional axé sur le thème : « *La jeunesse face aux nouveaux défis sécuritaires en Afrique de l’ouest* » tenu à Abidjan et initié par l’Institut de Gorée dans le cadre de son programme « *Consolidation de la paix et prévention des conflits en Afrique de l’ouest* ». Dans cette entrevue, l’heureuse récipiendaire du prestigieux prix “Femmes leaders d’exception” en 2016 décernée par COPE-Guinée dégage l’objectif de cette rencontre et explique les enseignements qu’elle en a tirés. Non sans lancer un appel à la jeunesse ouest-africaine. Lisez !

Le Populaire : Vous rentrez d’Abidjan où vous avez pris part à l’atelier sous-régional initié par l’Institut de Gorée sur le leadership des jeunes dans la prévention et la lutte contre les conflits dans l’ouest africain. Quel était l’objectif de cet atelier ?

Fatoumata Chérif : Merci de me donner l’opportunité de restituer l’essence de cet atelier à travers votre médium. Effectivement, je rentre de la capitale ivoirienne où j’ai été ciblée, comme 39 autres jeunes de l’Afrique de l’ouest venus du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d’Ivoire, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Sénégal et du Togo, pour prendre part à l’atelier sur le thème : « *La jeunesse face aux nouveaux défis sécuritaires en Afrique de l’ouest* » organisé par l’Institut de Gorée de Dakar dans le cadre de son programme « *Consolidation de la paix et prévention des conflits en Afrique de l’ouest* ». L’objectif était d’amener les jeunes à une participation effective à la prévention des conflits et la lutte contre l’extrémisme violent au sein de nos pays respectifs et à travers la sous-région.

Quels sont les acquis de la formation ?
L’atelier nous a permis de renforcer nos capacités sur les thèmes comme



Une vue de la salle qui a abrité l’atelier sous-régional.

pour les jeunes ouest-africains” développée par M. Traoré Fini Wodjo de la Commission nationale des droits de l’homme de Côte d’Ivoire. A l’issue

Commission provisoire de réflexion sur la réconciliation nationale ?

Ce fut un honneur pour moi de lire ce protocole d’entente devant le parterre de participants, d’officiels du gouvernement ivoirien et de médias, mais aussi une très grande responsabilité. C’était un moment déterminant pour les jeunes, car cette plateforme donne l’occasion aux jeunes de la sous-région d’interagir avec les autorités, institutions nationales, internationales et leurs pairs, pour mieux s’impliquer dans les politiques concernant l’implication des jeunes dans la prévention des conflits comme le recommandent

et éviter que les répercussions impactent notre développement socio-économique. Pendant la formation, le thème : « *Rôle de la jeunesse et de la Société civile dans les dynamiques nationales de réconciliation en Afrique de l’ouest* » a été développé par les facilitateurs. Dans l’étude comparative des modèles de réconciliation en Afrique de l’ouest, le constat général des pays comme le Togo, le Burkina, le Mali, le Niger, la Côte d’Ivoire, a été l’absence et ou le manque d’implication des organisations de la Société civile dans le mécanisme. En Guinée, c’est d’ailleurs la Société civile et les organisations de jeunes qui ont conduit les consultations nationales pour recueillir l’avis des populations, pour également restituer les résultats aux mêmes populations. Ces deux franges étaient représentées au sein des structures d’appui de la Cprn comme le Comité consultatif, le Comité de coordination et de suivi, les équipes d’experts nationaux, les points focaux régionaux, communaux et préfectoraux.

Vu la situation sécuritaire, quel est votre message aux jeunes ?

J’invite les jeunes à prendre leurs responsabilités pour être des acteurs n’ont pas de conflits, mais de lutte contre les violences qui touchent notre sous-région. Selon la Banque mondiale, 40 % de ceux qui rejoignent les mouvements rebelles et terroristes sont des jeunes en manque d’emploi. Pourtant notre continent qui regorge de ressources naturelles inestimables, a besoin de ressources humaines, et a plus que besoin de jeunes pour impulser son développement. C’est un réel choc de voir des jeunes mourir par milliers dans les eaux de la Méditerranée, tués dans des conflits armés, abusés et traumatisés, utilisés par les politiques politiciennes. Les pays d’Afrique sub-saharienne ont la plus grande proportion de moins de 30 ans dans la population au monde, avec



Fatoumata Chérif en train de lire le protocole d’entente de la mise en place de la “Plateforme des jeunes pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale en Afrique de l’Ouest” – à Abidjan, Plateau

la compréhension, l’analyse et les outils d’analyse du conflit et les types d’intervention, la transformation du conflit, la situation des jeunes dans les contextes de radicalisation et d’extrémisme violent, le rôle de la Société civile et de la jeunesse dans les dynamiques nationales de réconciliation en Afrique de l’ouest. Outre les travaux pratiques, l’atelier a été une occasion d’échanger avec des personnes ressources sur les thématiques “Jeunesse et leadership” avec M. Mbaye Babacar Cissé, Coordonnateur-résident du Système des Nations Unies en Côte d’Ivoire, représentant du Pnud et coordonnateur humanitaire adjoint de l’Onuci, et sur “la Charte panafricaine de la jeunesse: outil pertinent de prévention des conflits

des trois jours de travaux, une plateforme de plaidoyer appelée “Plateforme des jeunes pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale en Afrique de l’ouest” a été mise en place. Elle vise la création de synergies fortes en vue d’atteindre les objectifs fixés par les instruments internationaux, régionaux et sous-régionaux relatifs à la responsabilisation de la jeunesse et son implication dans les processus de paix et de sécurité.

Vous avez été désignée pour lire le protocole d’entente. Qu’est-ce que cela signifie pour vous, en votre qualité d’experte en communication et mobilisation sociale du projet de consultations nationales de la

Unies en décembre 2015, le Cadre de prévention des conflits (Cpcc) adopté par le Conseil de médiation et de sécurité de la Cedeao en janvier 2008 et la Charte africaine de la Jeunesse adoptée par la Conférence des chefs d’Etats et de gouvernements de l’Union africaine en juillet 2006. C’était aussi une fierté car la Guinée vient de finaliser son processus de consultations nationales sur le processus de réconciliation par la remise du rapport à Son Excellence Monsieur le président de la République. Je sais que ce rapport prend en compte les avis des jeunes et des femmes, et que si les recommandations des coprésidents de la Cprn sont prises en compte, nous pourrons à l’avenir, prévenir les conflits

70 % de la population sous la barre des 30 ans. Notre sous-région peut donc tirer profit de sa jeunesse. C’est une opportunité à saisir.

Et votre mot de la fin ?

Il est temps pour nous de prendre notre destin en main, de nous impliquer dans la vie de nos nations et impulser le développement de notre sous-région qui traîne encore le pas derrière les autres de l’Afrique de l’est, du nord et du sud.

Réalisée par
Mady Bangoura

Cérémonie d'ouverture des JO 2016: Grâce à Fanta Konaté, Rio a chanté l'Afrique en malinké

Vendredi 5 août soir à l'ouverture des Jeux olympiques à Rio de Janeiro, le monde entier a applaudi la voix sublime de **Fanta Konaté** célébrant le continent-mère dans sa langue malinké: **Mère (Afrique), les enfants pleurent**, en duo avec le chanteur et acteur congolais **Bukassa Kabengele**. Le public guinéen l'a découvert le 3 février 2016 par l'entremise de l'ambassadeur du Brésil en Guinée, **SE Alirio de Oliveira Ramos**. Fanta Konaté (sur la photo) est une grande voix de la percussion au Brésil où elle fait partie des membres de la diaspora guinéenne les plus célèbres pour la qualité de sa contribution dans plus de 50 écoles de danse. ■



UCAO Assiatou Diallo nous a quittés à Abidjan

Cette jeune étudiante laisse la communauté estudiantine de Côte d'Ivoire dans le deuil. Assiatou Diallo est née à Ferkéssédougou en Côte d'Ivoire de parents originaires de Donghel Sigon à Mali dans le Fouta Djallon. Elle nous a quittés le 23 juillet 2016 à Abidjan des suites d'une crise d'asthme. Elle a rejoint sa dernière demeure le mardi 26 juillet à Ferkéssédougou. Assy, comme l'appelaient si affectueusement ses proches, était en licence à la Faculté de droit à l'Université Catholique d'Afrique de l'Ouest (UCAO). Ne l'oublions pas dans nos prières !



Assiatou Diallo a été inhumée à Ferkéssédougou le 26 juillet 2016.

MINES: Rusal-CBK fête ses 15 ans d'existence en Guinée

La Compagnie des bauxites de Kindia (Rusal-CBK) a célébré le vendredi 29 juillet 2016, dans la cité Simbaya, le 15e anniversaire de sa présence en République de Guinée. Cette fête a été célébrée sous la présidence d'honneur du ministre des Mines et de la Géologie, **Abdoulaye Magassouba** en compagnie du représentant du ministre de la Santé, **Dr. Younoussa Bayo**, des responsables de Rusal-Guinée et l'ensemble des travailleurs de la CBK. Dans son discours d'ouverture, le Directeur général de Rusal **M. Vlasov Guennadi** s'est réjoui des 15 ans d'expérience de cette société minière, avant de saluer les progrès réalisés cette année dans le domaine de la production par rapport aux précédentes périodes de son existence en Guinée. Notamment la construction d'un centre épidémiologique et son équipement d'une valeur de 10 millions de dollars US dans la préfecture de Kindia, l'adduction d'eau potable à la population de Mambia et la construction des écoles à travers le pays.

M. Guennadi a aussi ajouté les efforts réalisés dans la lutte contre le virus Ebola qui a sévi en Guinée, la prise en charge de 100 étudiants boursiers guinéens vers l'extérieur.

De son côté, le Directeur exécutif de Rusal-CBK, **Petr Gaevskiy** a également mis un accent particulier sur le record d'exploitation de la compagnie Rusal-CBK à l'occasion cette fête, qui selon lui, est l'un des plus grands investisseurs étrangers en Guinée qui fournit de l'emploi stable et bien rémunéré pour plus d'un millier de citoyens guinéens.

Il a par ailleurs rappelé que son entreprise paie régulièrement les taxes et réalise des projets sociaux à grande échelle pour appuyer l'Etat guinéen. «La compagnie Rusal-CBK est une société qui se développe avec succès, conformément au programme de son développement. Dans le cadre du projet Kindia 2 en 2012, un nouveau gisement de bauxite a été préparé à l'exploitation avec une réserve de 25 millions de tonnes. L'ouverture de ce gisement a permis de proroger pendant plusieurs années la vie de l'entreprise», a rappelé M. Gaevskiy.

« La route minière de 11,5 Km a été construite dans le cadre de ce projet et la production de la bauxite est effectuée

dans ce gisement depuis 2013 », a-t-il précisé.

Pour le ministre des Mines et de la Géologie, **Abdoulaye Magassouba**, la qualité des relations de coopération entre la Guinée et la Fédération de Russie se raffermirait à travers les

peu plus d'une dizaine d'années, mais à mon arrivée aujourd'hui, on m'a fait faire le tour, et j'ai été impressionné par la qualité du changement qui est intervenu dans un temps record », a-t-il déclaré.



Le ministre Abdoulaye Magassouba et les responsables de Rusal-CBK.

activités réalisées sur le terrain en Guinée par Rusal.

Parmi ces réalisations, il a cité entre autres, le changement apporté au niveau des différents sites d'installation en Guinée, notamment la reconstruction de l'usine d'alumine Rusal-Friguia. «J'ai visité les locaux de Rusal il y a un

En déclarant ces propos au dépôt de Rusal-CBK, le ministre a été marqué par la bonne gestion du chemin de fer, les locomotives et les wagons de la CBK. Les autorités de Rusal ont accordé une attention particulière au chemin de fer. Depuis la reprise de la CBK en 2001 l'entretien du chemin de

fer est une priorité pour la compagnie, des moyens investis par Rusal en rééquipement du chemin de fer ont amené l'augmentation record de transports.

Pour entretenir les 110 Km de chemin de fer, RUSAL a tout d'abord mis en place un service chargé de la gestion du chemin de fer. Les cadres de ce service ont bénéficié de la formation nécessaire et d'un équipement moderne leur permettant d'agir en temps opportuns pour prévenir et éviter tout accident. Il s'agit entre autres, de la formation et de la mise en place d'une équipe chargée de faire un contrôle régulier sur les 110 Km à l'aide d'un appareil appelé Chariot enregistreur. Cet appareil performant décèle toutes les anomalies sur le chemin de fer. En plus de cette équipe munie de cet appareil, les conducteurs de trains ont été aussi formés pour signaler les défaillances qu'ils auront constatées sur le trajet.

En 15 ans, cette équipe de Rusal possède toutes les qualités et l'expérience dans la gestion du chemin de fer. Fidèle à son engagement d'accompagner les efforts du gouvernement dans l'amélioration des conditions de vie des populations, Rusal-CBK a accepté de réduire son trafic ferroviaire pour permettre à la société nationale des chemins de fer de Guinée de mettre en application cet autre moyen des transports public « Conakry-express ».

Dans son intervention, le ministre des Mines et de la Géologie n'a pas manqué d'adresser ses félicitations et remerciements au nom du Pr Alpha Condé, le Directeur général de Rusal Vlasov Guennadi pour ses efforts à travers toute sa filiale pour les travaux qu'ils sont en train de faire bâtir en Guinée.

En outre, M. Magassouba a réitéré l'engagement de son département et la volonté du chef de l'Etat à accompagner la compagnie Rusal dans la réussite de ses projets en Guinée.

Au terme de la cérémonie des festivités du 15e anniversaire de la compagnie Rusal-CBK, des diplômes et des présents ont été décernés aux meilleurs travailleurs qui se sont distingués en 2016, suivie de la prestation artistique assurée par l'artiste Djibril Soumah «Koumi». ■



Rusal a 44 usines dans 13 pays à travers les 5 continents du monde.

COIN DU BONHEUR

Le journaliste Grégoire Ankou rompt avec le célibat

Le journaliste guinéen d'origine togolaise Grégoire Koffi Ankou a convolé en justes noces dimanche 31 juillet 2016 avec Nana Tafsir Soumah, secrétaire en service au ministère de la Jeunesse. La cérémonie civile a eu pour cadre la mairie de Ratoma à Conakry devant une foule de parents, amis et collaborateurs du jeune couple. Dansa Kourouma, président du Conseil national des organisations de la société civile (CNOSC) de Guinée est le parrain du mariage.



Il apporte son soutien au couple Ankou de même que la très dynamique marraine Kadiatou Soumah évoluant au sein de l'ONG internationale Plan Guinée. Grégoire K. Ankou est membre actif de la section guinéenne de l'UPF (Union de la presse francophone) présidée le journaliste et consultant Naman Camara. Il assume actuellement les fonctions de secrétaire général de l'OGAM (Observatoire guinéen d'auto-régulation des médias) présidée par Gaoussou Diaby. Longue vie et prospérité au couple Ankou !

Monseigneur Vincent Coulibaly en deuil !

L'archevêque de Conakry et par ailleurs coprésident de la Commission provisoire de réflexion sur la réconciliation nationale (CPRN) est attristé par le décès de sa maman le mardi 2 août aux environs de 21H. Le rappel à Dieu de feu Elisabeth Condé, née vers 1931 en Senengué, République du Mali, est survenu à l'hôpital régional de Kankan où la défunte était sous soins. Son inhumation a eu lieu le vendredi 5 août à Kignéran dans la préfecture de Mandiana. Paix à son âme !

Par Mady Bangoura



VOX NEWS

Retrouvez Victoire Eyoun, Pierre-Luc Roy, Heridel Ntema et la rédaction de VoxNews du lundi au vendredi à 19h30 GMT

LA TÉLÉVISION PANAFRICAINE PAR EXCELLENCE



Football guinéen Vers la mise en place du Cocan 2023

La Guinée a été désignée en septembre 2014 pour abriter l'édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en 2023.

Près de 2 ans après cette désignation, la mise en place du Comité d'organisation de la CAN (COCAN) peine toujours à être effective.

qui sous-tend que jusque là, les préparatifs proprement dits n'ont pas commencé.

Interrogé sur la situation, **Thierno Saïdou Diakité** indique que cette mise en place le sera pour bientôt. Puisque lors de la session ordinaire du conseil des ministres tenu le 21 juillet 2016, le ministre de la Culture, des sports et du patrimoine historique a présenté le projet de décret portant mise en place, fonctionnement et attributions

du Comité d'organisation de la CAN 2023. Le banquier et analyste sportif le dit dans cette entrevue. Lisez !

Le Populaire : En septembre 2014, la Guinée a été désignée pour abriter l'édition 2023 de la Coupe d'Afrique des nations (CAN). Près de 2 ans après cette désignation, où en est-on dans les préparatifs ?

Thierno Saïdou Diakité : Jusqu'à présent, les préparatifs n'ont pas commencé à proprement parler. Parce que comme on l'a dit lors d'une de nos communications, le préalable pour les préparatifs de la CAN 2023, c'est la mise en place du Comité d'organisation de la CAN. Le 21 juillet dernier, lors de la session ordinaire du conseil des ministres, le



Banquier, chroniqueur au journal La Lance Thierno Saïdou Diakité est un consultant sportif très écouté.

ministre de la Culture, des sports et du patrimoine historique a présenté, avec un argumentaire, le projet de décret portant mise en place, fonctionnement et attributions du Comité d'organisation de la CAN 2023. Il y a eu des discussions. Des observations ont été faites. Et il a été demandé au ministre Siaka Barry de présenter le projet corrigé en seconde lecture, afin qu'il soit validé. Ça veut dire que dans les jours à venir, nous allons enregistrer la signature du décret portant mise en place, fonctionnement et attributions du Comité d'organisation. Il y aura un autre qui va suivre pour désigner les compatriotes qui vont meubler ce comité. A partir de la signature de ces deux décrets, on peut dire qu'on

entre de plain-pied dans les préparatifs proprement dits de la CAN.

Quelles vont être les attributions des membres de ce Cocan ?

Figurez-vous que ce Cocan, à partir de sa mise en place, jusqu'en 2023 va gérer tous les aspects liés aux préparatifs de la compétition. C'est-à-dire que ce comité va répertorier les chantiers à ouvrir sur les 4 sites de compétition. Je rappelle qu'il y a Conakry, Labé, Kankan et Nzérékoré qui ont été identifiés dans le projet qui a été présenté en septembre 2014 au Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) à Addis Abeba pour l'attribution de 2019, 2021 et 2023. Donc sur ces 4 sites, il y a des chantiers à ouvrir. C'est ce comité qui va identifier les chantiers à ouvrir, concevoir et lancer les appels d'offres, procéder au dépouillement, en relation avec les ministères techniques concernés, et mobiliser les fonds pour pouvoir ouvrir ces chantiers. Vous vous rendez compte qu'il y a un grand travail à faire. Et on se réjouit du fait que l'autorité ait pensé maintenant à mettre en place ce comité. Parce que depuis septembre 2014 – mois au cours duquel on nous a attribué l'édition de 2023 –, pratiquement rien n'a été fait encore dans les perspectives des préparatifs. Donc, si ce comité est en place, le travail proprement dit va commencer pour les préparatifs.

Sept ans nous séparent encore de 2023. Mais 2023,

c'est encore demain. En tant qu'analyste sportif, est-ce que vous êtes persuadé que la Guinée puisse être à jour et gagner le pari d'organiser valablement cette compétition qu'elle n'a jamais abritée dans son histoire ?

Il est vrai, pour répondre à votre préoccupation, que nous avons perdu 1 an et demi ou presque 2 ans. Parce que c'est en septembre 2014 qu'il nous a été officiellement notifié notre désignation. Si on prend le cas de la Côte d'Ivoire, les chantiers y ont été lancés. Le Cameroun qui organise en 2019 a déjà inauguré 2 stades au mois d'avril, et continue les préparatifs. Nous, dans quelques semaines le Comité va être mis en place. C'est vrai qu'on accuse un certain retard, mais si le Comité d'organisation est mis en place, peut-être que les membres vont travailler d'arrache-pied pour récupérer le temps perdu et être dans le délai. Parce que figurez-vous qu'au mois de mars prochain, il y a une mission d'inspection d'évaluation de la CAF qui va silloner les 3 pays : la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Cameroun, pour voir quel est l'état d'avancement des préparatifs. Je reste optimiste. Je pense que nous serons dans le délai. Parce que chacun aura à cœur de mériter de la confiance que la CAF a placée en nous.

Réalisée par
Mady Bangoura



Tous les regards sont tournés vers Siaka Barry pour une CAN bien organisée en Guinée en 2023. Ici à son arrivée aux JO de Rio en compagnie d'Ateph Challoub, secrétaire général adjoint du Comité olympique et sportif guinéen (au centre).

PRESSE Asmaou Barry élue présidente de l'APAC-Guinée

L'Association des Professionnelles Africaines de la Communication section guinéenne (APAC-Guinée) a tenu son assemblée générale, ce mercredi 03 août 2016, à la maison de la presse. Asmaou Barry du lynx est désormais la présidente pour un mandat de 3 ans.

Cette assemblée générale a ouverte ses portes par la présentation successive des rapports financier et narratif des différentes activités réalisées durant leur mandat par La présidente sortante, Mme Barry Hawa Camille Camara, et Hadja Hawa Keita trésorière.

Hawa Camille a indiqué que cette association ne bénéficie d'aucune subvention, ni de don ou d'une aide l'Eat. « Elle fonctionne à partir des cotisations des membres et des contrats avec les partenaires ».

La présidente sortante a, au nom du bureau exécutif sortant, lancé un appel au nouveau bureau exécutif, « Nous lançons un appel aux membres notamment au bureau exécutif entrant afin de redynamiser l'association pour préserver tous ces acquis. »

Après la présentation des différents rapports a suivi le renouvellement des



Asmaou Barry reçoit les symboles de l'APAC des mains de Hawa Camille Camara.

instances dirigeantes de l'APAC, présidé par Hadja Saran Touré, accompagné des deux accesseurs Madeleine Maka et Hawa Daff. Les membres du nouveau bureau exécutif sont :

- 1-Présidente, **Asmaou Barry**, journaliste au groupe de presse Lynx-Lance
- 2- Secrétaire générale, **Diaraye Diallo**, RTG
- 3- 1ère Trésorière **Hawa Keita**, RTG
- 4- 2ème Trésorière **Aissata Diakité**, Espace FM
- 5-1ère Secrétaire chargée à la formation, **Assita Camara**, RTG

6-2ème secrétaire chargée à la formation, **Oumoul Khairy Cherif**, cellule de communication à la CENI

7- Secrétaire chargée aux Relations extérieures, **Mariam Bamba**, Radio nationale.

Madeleine Maka a félicité et encouragé le nouveau bureau: « nous félicitons les élues et encourageons les candidates pour avoir eu le courage de se présenter. Nous fondons l'espoir qu'elles sauront maintenir le flambeau allumé. »

Elle a invité les membres à se donner la main et retenir ces trois choses: «le professionnalisme, l'engagement et la solidarité».

La présidente entrante, **Mlle Asmaou Barry**, journaliste au groupe de presse Lynx-Lance, a sollicité l'accompagnement et l'appui de la présidente sortante.

«Je suis contente pour les membres du bureau sortant qui ont été reconduit, donc nous leur tendons la main. Nous avons de la chance de retrouver parmi nous Hadja Hawa Keita, Assita Camara de la RTG et Oumoul Khairy Chérif parce que nous les jeunes avons besoin de formation. A celles qui viennent de nous rejoindre, je leur demande de faire preuve de courage afin de porter haut le flambeau de l'APAC. Je remercie le bureau de séance notamment Hadja Saran Touré, Madeleine Maka et Hawa Daff. » a déclaré la nouvelle présidente.

Correspondance particulière de Hawa Daff pour Lecourrierdeconakry.com



Guinée Games
Million wan waran

Tico Tac
9H00

Terre à Terre
11H30

5/90 Welli Welli
Tous les jours à 12 h 00
12H00

BANNA BELE BELE
13H30

WASSA WASSA
15H00

BINGO- NAFA-DIAMANT-WINI-
HERI-NATIONAL-JACKPOT
18H00

6 Tirages par jour
42 Tirages par semaine
168 Tirages par mois
2190 occasions par an de devenir **MILLIONNAIRES !**

LOTO 5/90



CAISSE NATIONALE DE SÉCURITÉ SOCIALE

*L'assurance d'une vie bien protégée
La CNSS, l'institution qui garantit
les travailleurs et leurs familles*

Elle assure

Des indemnités de maternité et des prestations familiales
Des prestations en nature et en espèces, en cas d'accidents
du travail et maladies professionnelles
Des pensions de retraite de survivants et d'invalides
Des prestations de l'assurance maladie



COMMUNIQUE

La Direction Générale de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, informe les pensionnés de la zone spéciale de Conakry, du paiement des pensions de l'échéance du 1er juillet 2016, à partir du mardi 05 juillet 2016.

Journée du mardi 05 juillet au lundi 11 juillet 2016 Paiement des banques et assurances
Journée du mardi 12 juillet au mercredi 13 juillet 2016 CBG Conakry
Journée du jeudi 14 juillet au lundi 18 juillet 2016 ACG Conakry
Journée du mardi 19 juillet au mercredi 20 juillet CBK Conakry
Journée du mercredi 21 juillet au vendredi 22 juillet du Lot 1 au Lot 50 et invalides
Journée du mardi 26 juillet au mercredi 27 juillet 2016 du Lot 51 au Lot 100
Journée du jeudi 28 juillet au mercredi 29 juillet 2016 du Lot 101 au lot 150
Journée du mardi 02 au mercredi 03 Août 2016 du Lot 151 au Lot 193
Journée du jeudi 04 au vendredi 05 Août 2016 Paiement Spécial des veuves du Lot 1 au Lot 50
Journée du mercredi 09 au jeudi 10 août 2016 Paiement spécial des veuves du Lot 51 au Lot 100
Journée du jeudi 11 au vendredi 12 Août 2016 Paiement spécial des veuves du Lot 101 au Lot 125
Journée du mercredi 17 au jeudi 18 Août 2016 Paiement spécial des nouvelles concessions et fin du programme.
Pour les agences de Matam, Ratoma et Matoto, les opérations de paiement, débuteront le vendredi 08 juillet 2016.
Les retraités payés par virement bancaire, pourront se présenter aux guichets de leurs banques et agences respectives, à compter du vendredi 15 juillet 2016.

La présence physique de chaque pensionné, muni de sa carte de retraite et de sa carte d'identité, est obligatoire.

Le Directeur Général
M. Malick Sankhon



REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail – Justice - Solidarité

MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE

Direction Nationale de la Promotion
Féminine et du Genre (DNPFG)

PROGRAMME APPUI A LA CROISSANCE INCLUSIVE ET AU RELEVEMENT

TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR L'ACTUALISATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DU GENRE

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Notre Pays est parti à plusieurs conventions et traités sous Régionaux, -Régionaux et Internationaux entre autres la Convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femme signée et ratifiées par notre pays respectivement en 1981-1982, la Plateforme d' Action de Beijing en 1995 pour ne citer que celles-ci.

En dépit des efforts fournis par le Gouvernement guinéen et ses partenaires au développement, les femmes et filles sont encore limitées dans la jouissance de leurs droits politiques Sociaux, Culturels et Economiques. Au regard donc de ce qui précède, on s'accorde à reconnaître qu'au delà du respect des questions de droit, l'égalité de genre, la lutte contre la pauvreté et les violences y compris les Mutilations Génitales Féminine/Excision, l'égalité de genre est un enjeu de Développement humain et durable étant donné que les femmes représentent plus de 52% de la population.

Vu ce poids numérique et le rôle que jouent ces dernières dans le processus de développement, cette action ne peut être valorisée que si ce potentiel que constituent ces femmes devient partie prenante, dans les perspectives de développement des communautés. Elles doivent au même titre que les hommes jouir pleinement de tous leurs droits en disposant de l'idée que le développement est un processus qui nécessite la participation égalitaire et effective de tous et de chacun.

L'implication et la participation des femmes dans tous les domaines de la vie économique, politique et socioculturelle s'avèrent indispensables pour assurer à notre société son équilibre et son épanouissement. En d'autres termes, le Genre qui est un concept social serait pour nous une approche de développement dont le respect est nécessaire dans la bonne conduite et le succès de toutes les politiques sectorielles, programmes et projets de développement durable.

Aussi, il convient d'admettre que pour parvenir à une paix durable et une prospérité nationale, le chemin passe inéluctablement par l'instauration d'une démocratie participative et représentative de toutes les composantes sociales du pays (Public-Privé, organisations de la société civile).

Dans le même ordre d'idée, la révision de la politique Nationale du Genre dans la dynamique du changement doit tenir compte des questions émergentes notamment les ODD et l'Agenda 2063...qui pourraient être mis en œuvre en procédant à des degrés divers dans la sélection des objectifs et des indicateurs, à leur modification ou à leur adaptation en fonction des circonstances Nationales.

Il serait ensuite opportun voir utile de procéder systématiquement à une analyse de l'ensemble des objectifs et indicateurs dans le contexte des circonstances nationales.

Pour corriger ces défaillances, le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance en collaboration avec le programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) se propose de réviser la Politique Nationale du Genre qui doit être conforme aux réalités des objectifs du Développement Durable à l'Horizon 2030 et de l'agenda 2063.

II. OBJECTIF GENERAL

- Actualiser la Politique Nationale du Genre et son alignement avec l'agenda 2063 et les Objectifs du Développement Durable (ODD) à l'horizon 2030.

III. PROFIL DU CONSULTANT

- Etre titulaire d'un Diplôme d'Etudes Supérieures Bac+5 dans le domaine du développement, la planification, la sociologie ou autre discipline connexe ;
- Avoir au moins 10 ans d'expériences dans le domaine du genre et développement ;
- Avoir une expérience dans l'élaboration de Politiques et de Stratégies.

IV. TACHES

Le consultant recruté exécutera les tâches suivantes :

- Revoir une matrice qui mettra en cohérence les axes stratégiques et objectifs spécifiques ;
- Identifier les actions prioritaires à mettre en œuvre ;
- Définir les acteurs de mise en œuvre aux niveaux national, déconcentré et décentralisé ;

V. DUREE DE LA CONSULTATION : 30 JOURS

V. DATE DE DEPOT DES DOSSIERS : du **20 juillet au 5 août 2016** à la Direction Nationale de la Promotion Féminine et du Genre (DNPFG) Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion Féminine et de l'Enfance
Tél 656-11-12-15/657-59-98-15/664-34-24-46